

## PROJET DE COMMUNICATION A LA PRESSE

### SECURITE SOCIALE - JUSTICE POUR TOUS

Dans le cadre de l'extension du régime de la sécurité sociale à tous les français, se met en place l'intégration du clergé. Mais il y a un problème particulier concernant quinze mille personnes : les religieuses, religieux et prêtres qui, pour des raisons diverses, ont pris une autre activité, presque toujours en accord avec l'Eglise.

Le projet actuel a été élaboré par des négociations entre l'Eglise et les instances nationales compétentes. Mais l'Eglise ne les a jamais associés à ces négociations ni même à leur préparation, aussi le projet ne tient-t-il pas compte de leurs problèmes réels, en ce qui concerne la retraite vieillesse.

Pour les prêtres et religieux en exercice, ils auront à l'intérieur de la Sécurité sociale un régime autonome de retraite. Cette retraite sera assez modeste, mais ils recevront de leur diocèse ou institution une retraite complémentaire, et des avantages en nature souvent importants.

De cela ne bénéficieront pas ceux qui ont quitté l'Eglise. De plus, ceux-ci ont souvent des charges familiales ; il y a là une très grave injustice.

Prenons un exemple : un prêtre qui quitte ses responsabilités dans l'Eglise à l'âge de 48 ans ne touchera à 65 ans de la Sécurité sociale qu'une retraite portant sur 17 années de cotisation. Pour les années antérieures il recevra, au titre du régime autonome, une somme d'autant plus faible que les années de formation religieuse ne seront pas prises en compte. Elles sont généralement de 5 à 10 ans. On voit donc le grave préjudice subi.

C'est pourquoi nous demandons :

- 1°) - à être des partenaires à part entière dans les négociations avec les autorités compétentes,
- 2°) - à être intégré dans le régime général de la Sécurité sociale pour la retraite.
- 3°) - Enfin, compte tenu :  
d'une part du service rendu à l'Eglise avec très souvent des rémunérations dérisoires, d'autre part des possibilités financières de l'Eglise (chacun sait que l'Eglise possède de nombreuses richesses mobilières et immobilières, dont nous pourrions, à l'occasion donner des exemples),

nous voulons que le rachat des cotisations pour la

Il y va de sa crédibilité.

PROJET DE COMMUNICATION A LA PRESSE

période passé dans l'Institution, y compris les années de formation, soit payé par l'Eglise. Celle-ci parle souvent de justice, qu'elle l'applique d'autant qu'il y a des problèmes humains importants en jeu.

Ces femmes et ces hommes qui ont servi loyalement l'Eglise pendant de nombreuses années ne demandent pas l'aumône, mais simplement leur dû. Mais il y a un problème particulier concernant certaines personnes : les religieuses, religieuses et prêtres, pour des raisons diverses, ont pris une autre activité, presque toujours en accord avec l'Eglise.

Le projet actuel a été élaboré par des négociations entre l'Eglise et les instances nationales compétentes. L'Eglise ne les a jamais associées à ces négociations ni même à leur préparation, aussi le projet ne tient-il pas compte de leurs problèmes réels, en ce qui concerne la retraite vieillissante.

Pour les prêtres et religieux en exercice, ils auront à l'instar de la sécurité sociale un régime autonome de retraite. Cette retraite sera sans doute, mais ils recevront de leur diocèse ou institution une retraite complémentaire et des avantages en nature souvent importants.

De cela ne bénéficieront pas ceux qui ont quitté l'Eglise. De plus, pour ceux qui ont quitté l'Eglise, il y a une grave injustice.

Prenez un exemple : un prêtre qui quitte ses responsabilités dans l'Eglise à l'âge de 48 ans ne touchera à 65 ans de la sécurité sociale qu'une retraite portant sur 17 années de cotisation. Pour les années antérieures il recevra, au titre du régime autonome, une somme qui sera plus faible que les années de formation religieuse ne seront pas prises en compte. Elles sont généralement de 5 à 10 ans. On voit donc la grave injustice qui.

C'est pourquoi nous demandons :

- 1° - à être des partenaires à part entière dans les négociations avec les autorités compétentes,
- 2° - à être intégrés dans le régime général de la sécurité sociale pour la retraite.
- 3° - Enfin, compte tenu :  
d'une part du service rendu à l'Eglise avec tous souvent des responsabilités dérivées, d'autre part des possibilités financières de l'Eglise (chaque fois que l'Eglise possède de nombreuses richesses mobilières et immobilières, dont nous pourrions, à l'occasion donner des exemples).

nous voulons que le rachat des cotisations pour la